



HAL
open science

Les quartiers durables sont-ils durables? De la technique écologique aux modes de vie

Guillaume Faburel, Silvère Tribout

► To cite this version:

Guillaume Faburel, Silvère Tribout. Les quartiers durables sont-ils durables? De la technique écologique aux modes de vie. *Cosmopolitiques*, 2011, 19, pp.20. hal-01078034

HAL Id: hal-01078034

<https://univ-paris8.hal.science/hal-01078034v1>

Submitted on 9 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les quartiers durables sont-ils durables ?

De la technique écologique aux modes de vie¹

Do sustainable neighbourhoods are sustainable? From ecologic technic to inhabitant' lifestyles

Guillaume Faburel et Silvère Tribout

Résumé

La démarche proposée ici vise à analyser les modes de vie des populations vivant dans les quartiers durables, la place que les porteurs de projets leur accordent concrètement, leurs évolutions potentielles, les engagements locaux auxquels ils peuvent donner lieu, et les desseins dès lors préfigurés pour la ville durable. Basé sur l'analyse de trois quartiers étrangers dits durables et d'entretiens tant auprès d'habitants que de porteurs des projets (Wilhelmina Gasthuis Terrein à Amsterdam, Bo01 et Augustenborg à Malmö), le propos met en exergue le corsetage des ambitions programmatiques du développement durable par l'éco-technicité des pièces urbaines que constituent souvent les quartiers durables. De même, il souligne le poids des représentations et conceptions en jeu de l'environnement ainsi que des pratiques de gouvernances et portages de tels projets dans l'éclosion de concernés et engagements environnementaux et sociaux dans la durabilité urbaine.

Mots clés

Quartiers durables, durabilité, modes de vie, changement, mobilisation habitante, gouvernance territoriale, approche sociale et qualitative.

Summary

This paper tries to analyse the different ways of life or lifestyles of sustainable neighbourhoods' inhabitants. It explores the importance afforded by urban planners to theirs potential evolutions, to the local empowerments, to the current and future development trends for sustainable cities. Based on an analysis of three called sustainable neighbourhoods and several interviews with inhabitants and local governments (Wilhelmina Gasthuis Terrein in Amsterdam, Netherlands, Bo01 and Augustenborg in Malmö, Sweden), it aims at understanding the role of technical approach in so called ecological lifestyles, the environmental perceptions and rationales in force and project governances. Thus, it consists to study it through both a social and qualitative approach, to understand what may qualify "urban sustainability".

Key-words

Sustainable neighborhoods, sustainability, ways of life, inhabitants' empowerment, local governance, social and qualitative approach.

¹ Tiré de Faburel G. (coord.), Manola T., Geisler E., Tribout S., 2010, Les quartiers durables : moyens de saisir la portée opérationnelle et la faisabilité méthodologique du paysage multisensoriel ? , Rapport Intermédiaire, Lab'Urba de l'IUP/IFU et ENSPV, pour le Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement du CNRS et du PUCA, novembre, 82 p.

L'objectif ici visé est d'interroger la place que les habitants et porteurs de projet accordent concrètement aux modes de vie, à leur évolution potentielle, aux engagements locaux auxquels ils pourraient donner lieu, dans la conception et surtout le fonctionnement de quartiers durables. L'analyse proposée développe l'idée selon laquelle, sans questionner les conceptions de l'environnement déployées par les projets, sans puiser dans l'historicité même des lieux aménagés, et sans composer avec et accompagner les engagements ordinaires des populations résidentes, les quartiers durables peuvent s'avérer, par le prisme des modes de vie, fort peu durables. Il en va ainsi pour beaucoup du dépassement du seul regard sur la performance technique et de la logique bâtitrice dans laquelle il s'inscrit, donc du problème que constitue le corsetage encore fréquent du développement durable par la seule mutualisation des techniques écologiques et du génie de l'environnement.

Le matériau proposé est tiré d'une recherche empirique en cours d'achèvement sur les paysages multisensoriels dans des quartiers durables étrangers réalisé pour le Programme Interdisciplinaire Ville et Environnement du CNRS, et financée par le PUCA² (Faburel, et al., 2010). Ce matériau a notamment fait l'objet d'une exploitation dédiée sur les modes de vie dans le cadre d'un mémoire de master recherche à l'Institut d'Urbanisme de Paris (Tribout, 2009), reprenant une partie des résultats d'entretiens réalisés dans le cadre de la première phase de terrain de la recherche ci-avant mentionnée. Les retours d'expérience livrés concernent Wilhelmina Gasthuis Terrein à Amsterdam - Pays-Bas, Bo01 et Augustenborg à Malmö – Suède. Plusieurs entretiens longs avec différents acteurs de chacun des projets, mais également une série d'entretiens exploratoires auprès d'une trentaine d'habitants de chaque quartier y ont été menés.

1. Concepts et notions clés pour l'évaluation : de la sensibilité déclarée... aux modes de vie et à leurs engagements

Tout d'abord, la manière dont les populations pourraient s'approprier ce nouvel impératif catégorique que constitue le développement durable, et ce en termes de consommation de biens (alimentaires, électroménagers), de services (modes de transports doux, énergies renouvelables, etc.) mais également d'espaces (densité, compacité, mixité...), renvoie directement à la notion de modes de vie, notion floue véhiculée tant dans « *le langage vernaculaire du monde des médias ou des bureaux d'études (de marketing) et le vocabulaire académique des sociologues.* » (Le Digol, 2007 : 551). Pour éclairer le propos, l'acception des modes de vie proposée par Juan Salvador, qui les distingue des styles de vie, peut aider : « *Si le mode de vie est identité de la pratique (...) et (concerne) une pluralité d'individus (dont les motivations pour une même pratique peuvent être différentes), le style de vie correspond à l'identité de l'individu (ou d'un nombre très restreint d'individus) par la pluralité et l'originalité combinée de ses (leurs) pratiques* » (Juan, 1991 : 23).

Qualifier un mode de vie serait caractériser la nature même d'une pratique ou d'un ensemble restreint de pratiques (issues d'une synthèse entre valeurs mobilisées et contraintes ou possibilités matérielles, financières, cognitives, géographiques et sociales), lorsque que caractériser un style

² Coordination G. Faburel du Lab'Urba (Institut d'Urbanisme de Paris - Université de Paris-Est Créteil Val-de-Marne), en collaboration avec le Laboratoire de Recherche de l'Ecole du Paysage (LAREP - Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles).

de vie renverrait à identifier l'ensemble des représentations et valeurs mobilisées de manière transversale dans les pratiques. « *La notion de style de vie met davantage l'accent sur les représentations et les valeurs qui donnent un sens subjectif aux pratiques* » (Akoun A., Ansart P. (sous la dir.), 1999 : 348).

Or, la manière dont chaque individu se situe à l'égard de son environnement est devenue centrale dans les cognitions sociales, voire certains comportements, par exemple alimentaires (Dobré et Juan, 2009). Même si, ici comme ailleurs, des décalages persistent entre sensibilité de bon aloi à l'environnement, que tous les sondages d'opinions relayent sans relâche depuis 15 ans, et une conscience revendiquée ponctuée de gestes tangibles en faveur de l'environnement. L'environnement s'est en fait hissé au rang de filtre interprétatif, voire d'opérateur réflexif parmi les plus puissants du cadre de vie des populations (Abelès, Charles, Jeudy et Kalaora, 2000). Il implique alors l'habiter, dans son acception écologique et cosmologique : « *manière dont les mortels sont sur la terre (...) (et le) rapport de l'homme à des lieux et, par des lieux à des espaces* » (Heidegger, 1958 : 175 et 188). Les lieux naissent donc de l'acte d'habiter, et cette action renvoie à une relation charnelle et intime entre l'habitant et l'espace habité devenu lieu (Roux, 2002). L'habiter a également pour intérêt nous concernant, de se référer directement aux pratiques, par les entremises spatiales auxquels il « *donne lieu* » (Stock, 2004). Ainsi, proposer une analyse des modes de vie par l'habiter permet de rendre compte du caractère singulier ou non des lieux de vie que constitueraient les quartiers durables, des pratiques spatialisées qu'ils sont censés nourrir.

Ici toutefois, le concernement (Brunet, 2008) constitue, en tant qu'engagement individué et processus de réflexivité, une dernière notion centrale : elle permet de qualifier les pratiques en question selon les engagements qu'elles pourraient déployer. La notion de concernement « *provient du terme Betroffenheit³ dont les Allemands usent fréquemment dans le contexte de la sociologie des mouvements sociaux. (...) Se sent concernée, en effet, toute personne qui se sent affectée par des situations, voire qui adhère à des modes de vie qu'elle cultive. (...) On peut aller jusqu'à admettre que cette implication a des effets sur des objets au sens où elle s'engage à les entretenir ou au contraire qu'elle s'applique à leur nuire. (...) Ainsi parle-t-on à bon escient sans doute des soins que les humains apportent aux choses et aux êtres dont ils souhaitent s'entourer... La notion de concernement est indissociable, par conséquent, de l'intentionnalité de l'action et des finalités que les hommes poursuivent.* » (Gendron, Vaillancourt, Claeys-Mekdade, Rajotte, 2007 : 120). Le concernement induit donc un engagement concret de la part de la personne concernée.

En tant que facteur récent de réflexivité de tout un chacun, aux traces territoriales de plus en plus tangibles (Faburel, 2010), l'environnement constitue un des facteurs de concernement, dont le passage à l'acte ne saurait transiter uniquement par une entrée en collectif institutionnalisé. Engagement « *affranchi* » ou « *affilié* » (Ion, 2001) en faveur de l'environnement, le plus petit dénominateur commun consiste néanmoins en l'intégration d'un collectif aux objectifs similaires, incarnant un processus d'individuation des représentations, pratiques et usages, rehaussant alors les principes et valeurs inhérentes au vivre ensemble, et de ce fait aux dimensions sociales de l'environnement. Dès lors convient-il d'interroger aussi les fondements et modalités du concernement environnemental de populations vivant dans des quartiers dits durables.

³ *Betroffenheit* signifiant embarras.

C'est par cette (courte) grammaire que nous proposons d'analyser les trois quartiers durables retenus pour notre investigation.

2. Justification et présentation des cas d'étude : des expériences de différentes durées

Si les projets Wilhelmina Gasthuis Terrein à Amsterdam (Pays-Bas), Bo01 et Augustenborg à Malmö (Suède) se distinguent par leur superficie, leur morphologie, la taille des populations résidentes ou encore leurs caractéristiques socio-économiques, ces derniers se distinguent également par leur ancienneté, la nature des territoires d'intervention, ainsi que par les démarches mises en œuvre par les porteurs de projets. En cela, analyser ces quartiers offre une première opportunité : saisir l'épaisseur du temps dans l'évolution des lieux, donc éventuellement dans les modes de vie qui y sont déployés, ainsi que dans les ajustements opérés par les porteurs en fonction des types de projets (renouvellement urbain ou création ex-nihilo).

En outre, nous avons choisi des quartiers diversement médiatisés, postulant un lien entre types de ressentis, représentations, usages, pratiques et engagements observables, et la nature des projets, le marketing territorial dont ils font l'objet... Il semble ici intéressant de donner à voir les différences que présentent notamment un projet tel que Wilhelmina Gasthuis Terrein (ayant fait l'objet de très peu d'analyses voire ne se prévalant d'un quelconque label officiel) par rapport à un projet tel que Bo01 à Malmö (véritable objet fétiche au même titre que Bedzed au Royaume-Uni ou, différemment, Vauban en Allemagne).

Dans ce registre de la mise en lien entre projets (histoire, démarches de programmation, types de portage...) et modes de vie, et donc du poids parfois revêtu par le marketing territorial, l'analyse d'Augustenborg, également à Malmö, porté par le même acteur (municipalité), permettra d'affiner le rôle des projets eux-mêmes, de leurs objectifs et démarches : le premier (Bo01) a été réalisé pour l'image internationale de la municipalité, lorsque le deuxième (Augustenborg) avait avant tout pour cibles les populations du quartier, dans le cadre d'une requalification.

2.1 Le projet Bo01, ou la mutualisation limitée de techniques innovantes à l'échelle du bâti

Considéré comme un exemple à l'échelle européenne, le projet BO01 a été réalisé pour accueillir l'exposition européenne de l'Habitat en 2001, sur l'ancien Polder industriel de Vastra Hamnen (rénovation urbaine de 30ha) (ARENE, 2005), au nord-ouest de la ville de Malmö et en front de mer. Comme Augustenborg, ce projet constitue l'une des concrétisations du renouvellement de la politique de planification urbaine lancée par la ville de Malmö – suite au fort déclin industriel des années 1980 - dès lors résolument tournée vers le développement durable. Dans cette optique, plusieurs projets partenariaux vont voir le jour.

Le premier, entre 1995 et 2000, au travers de la construction du Pont de l'Ôresund renforçant les liens préexistants entre les Régions de la Scanie – dont fait partie Malmö – et du Zealand – dont fait partie Copenhague – formant ainsi la Région internationale de l'Ôresund. Dès 1995 est lancée en parallèle la démarche « Vision 2000 », ayant pour but de produire un état des lieux des caractéristiques socio-économiques, morphologiques, environnementales et culturelles de la ville, afin de préciser la place et le rôle à jouer de la ville de Malmö au sein de cette région transfrontalière. Suite à ce diagnostic et dans une optique d'attractivité régionale, la ville de Malmö lance entre 1998 et 2002, l'« Environmental Plan », basé sur la définition de nombreux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de promotion des énergies

renouvelables et de sauvegarde de la biodiversité.

Le second temps fort résulte de la collaboration entre la Commission Européenne et la municipalité. En 2000, Malmö obtient le premier prix de la « Campagne européenne pour le développement des énergies renouvelables ». Le troisième temps fort fut le partenariat signé entre la ville de Malmö et les promoteurs du projet Bo01, au travers d'une charte de qualité définissant « *le niveau de qualité requis à Västra Hammen pour les investisseurs et les constructeurs, en matière d'environnement, de design, de technologies, de services et d'équipements.* » (ARENE, 2005 : 41).

Le projet Bo01, s'inscrit donc à la convergence de ces partenariats d'échelles diverses, mais ayant pour point commun la volonté de promouvoir la consommation d'énergies renouvelables, et la mutualisation de techniques innovantes à l'échelle du bâti. Il s'agissait alors d'un quartier dit écologique, exemplaire à l'échelle européenne, quartier écologique que nous préférons qualifier d'éco-technique. La mise en valeur des moyens de transports doux, la gestion des énergies renouvelables (solaire, éolienne), des eaux usées, le tri sélectif, l'obligation du respect de normes de construction écologique... sont autant de thématiques développées dans le cadre de ce projet.

2.2 Le projet Ekostaden d'Augustenborg, ou la volonté renforcée de combiner (en théorie) les dimensions sociales, économiques et environnementales

Le projet de réhabilitation écologique d'Augustenborg, au sud-est de Malmö, et démarré à la fin des années 1990, s'intègre également dans la démarche de renouvellement de la planification urbaine de la ville. Mais, le projet est aussi le fruit d'un programme nommé URBAN financé par la Commission européenne et mis en œuvre par la ville de Malmö, dont l'objectif premier est la revitalisation économique et résidentielle de quartiers marqués par un environnement dégradé et des populations en grandes difficultés socio-économiques. Le projet de réhabilitation écologique d'Augustenborg a ainsi été financé en partie par ce programme.

D'une superficie de 30 ha, et créé à la fin des années 1940, le quartier est alors marqué par un bâti dégradé ainsi qu'un taux de chômage élevé parmi les 4 400 personnes qu'il accueille. Les objectifs génériques du projet consistaient à lutter contre le chômage et l'exclusion, à renouveler par sa réhabilitation écologique l'image d'un quartier stigmatisé, à agir sur la biodiversité en milieu urbain dense, et à intervenir sur les risques d'inondations qui, par sa topographie et sa localisation, menacent le quartier.

Au travers des thématiques développées et actions menées - accessibilité et sécurité des déplacements, l'eau comme ressource et facteur d'aménités, mise en valeur paysagère basée sur la création d'espaces publics centraux et plus micro-localisés, développement d'évènements culturels, soutien à la solidarité intergénérationnelle, développement d'emplois locaux - le projet révèle une approche plus équilibrée et intégrée des dimensions environnementales, économiques et sociales.

Approche d'autant plus marquée que des efforts ont été réalisés en vue de l'implication des populations dans les processus de définition et de réalisation des différentes actions, ainsi que de sensibilisation à d'autres pratiques plus économes en énergies et plus économiques pour chaque foyer. La cellule Ekostaden, indépendante politiquement et financièrement de la municipalité et du bailleur unique à Augustenborg (MKB), a joué un rôle central, en tant que médiatrice, pour l'implication des habitants au sein du projet.

2.3 *Wilhelmina Gasthuis Terrein ou la mobilisation des habitants dans l'élaboration du projet*

Le dernier cas est celui de Wilhelmina Gasthuis Terrein, situé dans le district central d'Oud West Amsterdam, quartier de 12 ha construit autour d'un ancien hôpital, et réhabilité à la demande des populations habitant le quartier au début des années 1980. Durant cette période, la municipalité d'Amsterdam, disposant de peu de foncier, engage une politique de rénovation urbaine. Le secteur hospitalier, fermé en 1983 et dont les terrains ont été rachetés par la ville, est alors voué à la démolition.

Suite à une forte mobilisation des populations, notamment d'artistes et la création de l'association *Neighborhood resistance and the squatter's movement*, en vue d'empêcher la démolition du site et exiger la réhabilitation du complexe en ateliers d'artistes et en logements, cette dernière signe, en 1985, un contrat d'administration de 5 ans avec la ville. Un groupe de travail, réunissant l'association, les services municipaux, ainsi que la société de logements Het Oosten, est alors créé en vue de la réalisation concertée d'un projet de renouvellement urbain. Les objectifs définis consistaient à préserver le caractère dense mais ouvert du site, assurer une mixité à la fois sociale, fonctionnelle et morphologique (préservation des bâtiments existants) et intégrer des interventions écologiques de réhabilitation et de construction.

Au début des années 1990 est ainsi lancée la phase d'exécution des réhabilitations des pavillons centraux de l'hôpital (de nouvelles unités d'habitations écologiques seront créées quelques années plus tard de part et d'autre), avec pour principe central la mobilisation des habitants comme facteur d'enrôlement voire d'engagement. Notons qu'à cette période est aussi engagée une politique nationale de décentralisation, en vue notamment de promouvoir l'implication habitante à l'échelle locale.

Le projet propose alors de nombreuses actions en termes de réhabilitation écologique des bâtiments existants, réduction de la place de l'automobile, développement d'emplois locaux, mise en place de partenariats avec des structures privées et publiques pour le financement et la création de logements sociaux, adaptation de l'habitat pour les personnes âgées, soutien au développement d'associations, etc. Près de 20 ans après la réalisation des premières actions, les principes établis à l'époque restent toujours d'actualité.

3. Analyse transversale : des conceptions de l'environnement... à la durabilité et ses modes de vie

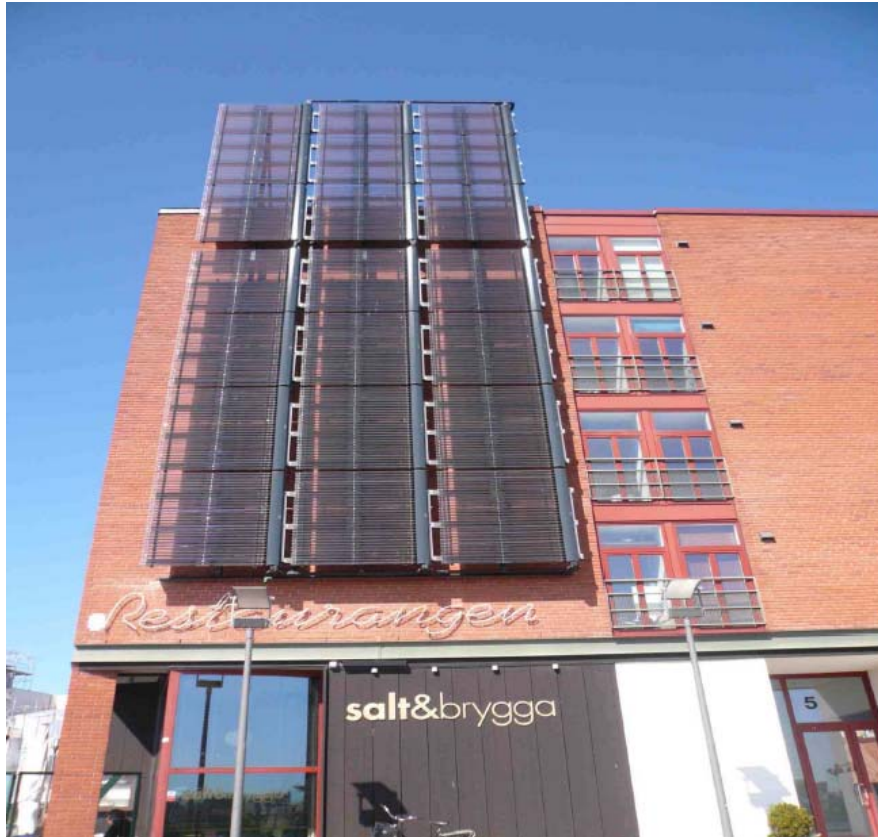
3.1 Quelle performativité de la technique ?

A Bo01, considéré comme l'un des 5 ou 6 cas emblématiques en Europe, l'objectif central était donc de créer un quartier écologique, mais sans faire appel à une évolution consciente des pratiques et usages des populations aujourd'hui résidentes. « *Dans le cadre du projet Bo01, l'idée était, grâce à la technique, d'aboutir à des styles de vie durables sans que les populations n'aient besoin de s'intéresser au développement durable ou à l'écologie.* »⁴ (Eva D., Architecte, membre de l'équipe en charge de l'élaboration du plan local, et responsable du suivi de la qualité du programme, avril 2009). Et, au-delà du fait que le projet n'est pas, comme il devait l'être, autosuffisant en énergie, et qu'il est soumis désormais à de nombreuses interventions techniques pour y remédier (Lefèvre, 2008), les pratiques et usages des populations ne semblent relever de

⁴ Les extraits issus des entretiens ont été traduits de l'anglais au français pour la clarté de l'analyse.

peu voire d'aucune sensibilité environnementale : « *J'aimerais dire (...) (que les habitants de Bo01) changeront, apprendront, s'y intéresseront mais je ne pense pas. Je pense qu'ils ont les mêmes modes de vie (qu'ailleurs), mais qu'ils sont supportés par de meilleures techniques.* » (Eva D., avril 2009).

La technique à l'œuvre à Bo01



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2009

Ceci fut confirmé par les entretiens réalisés auprès d'une trentaine de résidents du quartier⁵. Les réponses obtenues lorsque ces derniers étaient amenés à décrire leur quartier ainsi que les éléments structurant son identité, ont révélé une approche avant tout individuelle à l'égard de leur environnement, plaçant essentiellement la proximité de la mer et l'esthétique architecturale comme symboles forts du quartier et de la qualité du cadre de vie. Ce qui fait socialisation par le quartier est apparu très secondaire, voire absent.

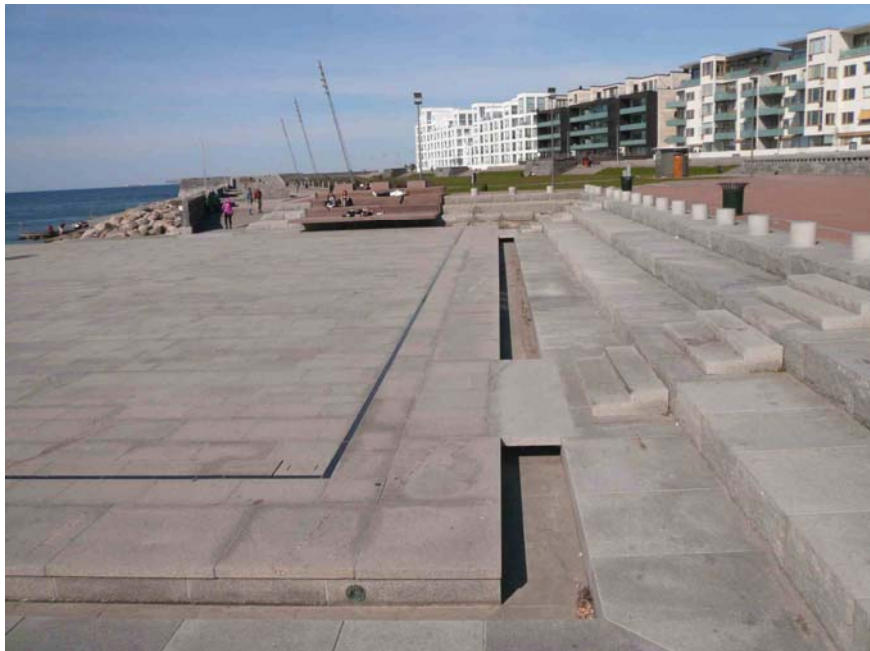
Tout d'abord, à la question « Qu'est-ce que vous appréciez le plus dans votre quartier ? », seules trois personnes firent référence à la vie de quartier, et aux possibilités sociales qu'offre un tel cadre. D'autre part, les facteurs explicatifs des choix résidentiels et d'emménagement à Bo01 concernaient avant tout, pour majorité des habitants, la situation géographique du quartier (en bord de mer et à proximité du centre de Malmö), ses caractéristiques morphologiques (caractère

⁵ Populations majoritairement aisées, essentiellement propriétaires (18/27), ayant pour 2/3 d'entre eux vécu précédemment à Malmö (18/27), et installées pour la majorité depuis moins de 4 ans (16/27). Nous précisons par la suite les facteurs de choix résidentiels des habitants interrogés.

neuf, esthétique architecturale), la qualité visuelle (proximité de la mer, présence de l'eau au sein même du quartier, parcs, architecture...), ainsi que la qualité des logements proposés. Réponses obtenues par les habitants qui furent directement confirmées par Eva D, interrogée durant la même phase de terrain : « *Ils veulent vivre au bord de la mer, et vivre dans un bel appartement.* » (Eva D., avril 2009). Enfin, seule une personne cita le caractère écologique du quartier comme facteur de choix résidentiel.

Les résidents du quartier Bo01 ne semblent donc pas portés par une sensibilité environnementale et des engagements singuliers, leurs modes de vie apparaissant similaires au reste de la population de Malmö. Il s'agit aujourd'hui d'un quartier réservé uniquement aux personnes à hauts revenus, et caractérisé par un résident de « *ghetto for rich populations* » (Résident du quartier Bo01, avril 2009).

Diversité architecturale et proximité de la mer comme facteurs centraux de choix résidentiels des habitants de Bo01



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2009

Le cas de Bo01 montre que conférer un caractère éco-technique à un bâtiment ou un quartier ne semble pas induire, loin s'en faut, d'évolutions tangibles en matière de pratiques, d'usages et de comportements quotidiens des populations. Les réponses obtenues auprès des populations et des acteurs interrogés en attestent. Il serait toutefois nécessaire, à partir des premières conclusions ici apportées, de mener une enquête dédiée aux pratiques, pour analyser plus en détail leurs natures, leurs motivations, et leurs liens avec la problématique de l'éco-technicité. Le faible lien constaté entre éco-technicité développée dans le cadre du projet et pratiques concrètes des habitants pose ostensiblement question. Peut-on parler de projet de quartier durable lorsque peu voire aucune action n'est mise en œuvre pour, a minima, sensibiliser les populations à d'autres pratiques, et encore moins, pour inciter les habitants dans d'autres modes d'agir ?

3.2 Quels effets de l'implication directe des populations ?

La nécessité de la participation active des populations concernées par tout projet d'urbanisme,

d'aménagement... est aujourd'hui reconnue (Blondiaux, 2008), revendiquée ou simplement acceptée tant bien que mal par les acteurs historiques⁶. Les populations sont porteuses de savoirs pratiques, locaux ou encore empiriques que tout projet ne saurait nier ou écarter (Bacqué, Sintomer, 2009), surtout lorsque les modes de vie sont ouvertement visés, mais également parce que les projets et leurs enjeux ne sauraient être appropriés par les populations s'ils sont imposés.

Ce fut le cas de Bo01, où sans être imposé puisqu'il s'agissait d'un projet réalisé sur une friche industrielle dépourvue de tout peuplement antérieur, les habitants actuels n'ont aucunement participé à la définition du projet ni à sa réalisation. « *Ils furent simplement consultés. (...) Ceci était clair, et je pense qu'il était important que nous le soyons, car les populations peuvent être très contrariées si elles pensent qu'elles auront un pouvoir de décision alors que ce n'est pas le cas (...). De plus, personne ne vivait à Western Harbour (avant le projet) (...) Il est très difficile d'aboutir à la mobilisation des habitants.* » (Eva D., avril 2009). Les populations résidentes ont certes pu participer à des groupes de travail, mais ces derniers consistaient plus en des arènes de discussion et dispositifs de consultation. Ceux-ci ont d'ailleurs été rapidement désertés par les populations. Les seuls dispositifs consultatifs mis en place ont d'autant moins trouvé écho auprès des populations que ces dernières, comme nous l'avons dit précédemment, sont avant tout venues chercher un cadre de vie confortable et socialement distinctif (proximité de la mer, logements de haut standing...), plutôt qu'un cadre en accord avec des modes de vie auxquels elles auraient souhaité donner corps.

Dès lors, au regard de l'analyse du cas de Bo01, nous souhaitons nous arrêter un temps sur le projet d'Augustenborg, en ce qu'il se distingue, sur cette question de l'implication, du précédent projet, alors même qu'il fut réalisé par la même municipalité et en partie au moins par les mêmes services.

Les actions ont été nombreuses en phase amont et durant la réalisation du projet. Sensibilisation aux consommations individuelles d'énergie, large information sur les règles de tris instaurées dans le quartier, sensibilisation des enfants au cycle de vie des produits... ont constitué quelques-unes des interventions pensées à cet effet. Plus encore, cette sensibilisation ne relevait pas simplement de l'apport d'informations, ni même d'une simple mise en récit des enjeux environnementaux et de l'impact des populations de l'échelle micro-locale à l'échelle planétaire, mais constituait un objectif majeur de l'intégration des populations dans la réalisation des aménagements prévus. Malgré ces nombreuses actions, il semble que le projet ait eu un impact mitigé. « *Certains habitants ont une vraie conscience à ce sujet, tandis que d'autres pas encore réellement.* » (Tor F., architecte pour la ville de Malmö, Département Environnement, juin 2009). En effet, suite à cette série d'actions de sensibilisation et de participation à l'évolution globale du quartier (concernant notamment la restructuration et la rénovation des espaces publics), l'implication des habitants s'est ensuite poursuivie de façon plus diffuse dans le temps, et plus ciblée à l'échelle de certains îlots.

⁶ Toujours dans le cadre du séminaire « Habitat bas carbone et éco-quartiers : quelles perspectives pour la ville post-carbone ? », Franck Faucheux, chef de projet « Eco-quartiers » à la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement, et de la Nature – DGALN – MEDDMM, rappelait la nécessité de renforcer la prise en compte de la dimension participative dans les projets de quartiers durables développés en France au travers du programme Eco-quartier, mis en œuvre par ce ministère.

Espace public restructuré avec la participation des habitants



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2010

La réhabilitation interne des logements est intervenue dans certains cas selon un délai de plusieurs mois après l'achèvement des premières actions. Une personne interrogée mit en exergue notamment l'incohérence entre la mise à disposition de maisons de tri (intensif) de déchets au pied de chaque îlot et la taille pour le moins réduite des logements, notamment des cuisines (non réhabilité(e)s) rendant quasi impossible une gestion raisonnée du tri des déchets.

Maisons de tri de déchets en pieds d'îlots



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2010

Enfin, le cas de Wilhelmina Gasthuis Terrein révèle avec plus de force encore, toute l'importance de la participation habitante pour l'évolution tangible et durable des modes de vie. Il permet également de montrer que tout projet ne s'achève pas à l'issue des premières phases opérationnelles, mais bien que ces dernières constituent la première étape d'un véritable projet de territoire.

**Pavillons centraux de l'ancien hôpital
accueillant aujourd'hui habitants et membres de l'association principale**



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2009

Près de 20 ans après la réalisation des premières actions, les principes établis à l'époque restent toujours d'actualité. Les habitants (et avant tout membres de l'association principale du quartier, il est important de le préciser ; association qui ne saurait englober l'ensemble des habitants de Wilhelmina Gasthuis Terrein) demeurent force première de proposition auprès de la municipalité pour la réalisation d'aménagements éventuels : *« Il y a toujours une grande participation, et une forte mobilisation des populations vivant and travaillant ici, lorsque quelque chose de nouveau se produit ici. (...) Par exemple, la nouvelle conception du square (...) fut réalisée avec les populations qui vivent et travaillent ici. (...) Les populations ont une grande connaissance de la manière dont tout ceci fonctionne. »* (Nicole V.L., membre de l'association principale du quartier nommée WG – Wilhelmina Gasthuis, juin 2009).

Square conçu sur la base d'une proposition des habitants du quartier



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2009

Nous ne saurions certes nier la préexistence d'une sensibilité voire d'une conscience environnementale chez les populations à l'origine du projet et/ou aujourd'hui résidentes, ainsi que le trait culturel hollandais visant à octroyer un rôle important aux populations dans les politiques locales. Toutefois, nous ne saurions également nier l'apport indiscutable d'une politique municipale qui a non pas seulement mis en place quelques dispositifs dits participatifs au fil de l'eau, mais réellement donné un pouvoir central aux populations d'un quartier aujourd'hui considéré comme (en partie) autogéré. Par les modes de gouvernance définis, la municipalité a fortement contribué à l'émergence pour certains ou le renforcement pour d'autres d'un concernement environnemental, c'est-à-dire d'engagements aux visages divers, tant du quotidien que du long terme (de la planification des objectifs à 25 ans), plus enraciné dans la pérennité de l'ordinaire que du geste phare et communicationnel.

4.3 Au croisement, les conceptions en jeu de l'environnement

Les projets analysés révèlent alors différentes conceptions de l'environnement, notamment au travers les thématiques exploitées pour créer des quartiers dits durables.

Le projet de Wilhelmina Gasthuis Terrain véhicule et assume (au travers de l'association WG créée au sein du quartier, de la nature des commerces implantés, etc.) une conception sociale et phénoménologique de l'environnement en plaçant les pratiques des populations au cœur de l'acceptation développée de la durabilité urbaine. Qu'il s'agisse de modes de consommation de biens (ex : alimentaires), d'accès à des services (ex : sociaux), mais également d'attitudes énergétiques, une véritable réflexion locale semble avoir été menée sur l'environnement, mais également sur les formes de sociabilités à préserver (solidarités, échanges, inclusion sociale etc.).

La réhabilitation des îlots d'habitation avait par exemple, dès les premières années du projet il y a plus de vingt ans, prévu la mise en place de panneaux photovoltaïques, en dehors de toute perspective communicationnelle et marketing.

Mais plus encore, les populations souhaitant y louer un appartement se doivent de soutenir certaines valeurs sociales et environnementales du vivre ensemble (solidarité, implication par des pratiques etc.), ce qui confère à leurs choix résidentiels un caractère bien plus réflexif, pas strictement tournés vers des dimensions fonctionnelles et financières. « *Pour venir habiter ici, vous devez supporter les principes de bases de l'association, à savoir le fait de vivre et travailler dans le respect de l'environnement, mais également dans le respect de valeurs sociales. (...) Nous avons fixé un maximum de revenus à hauteur d'une fois et demi le montant du salaire minimal (fixé par le gouvernement) et un minimum à hauteur du salaire minimal, soit environ 850 euros.* » (Nicole, V.L., avril 2009). Pour ceux qui en font la demande, les commerces et commerçants privilégiant des savoir-faire écologiques sont aujourd'hui choisis en priorité dans le quartier (ex : création artisanale de futons à partir de coton écologique, restaurants...). Enfin, WG, la principale association du quartier, s'est réunie à plusieurs reprises en 2009 pour définir les objectifs et actions à mener pour les 25 prochaines années.

**Commerces développés au travers de modes de faire écologiques
(restaurant de l'association WG au centre, locaux d'artisanat à gauche)**



Source : Tribout, Manola, Geisler, 2009

A la question « Pourriez-vous nous dire quelle est votre définition du développement durable ? », la réponse de Nicole V.L. éclaire encore davantage l'approche des populations du quartier : « *Ce n'est pas seulement l'écologie. (...) Certes, il s'agit d'un aspect important, (...) Mais je pense que le social est un aspect également très important. (...) Lorsqu'une personne rencontre des problèmes de santé (...) ou des complications physiques, nous essayons de nous organiser pour qu'elle puisse rester vivre ici. (...) C'est comme si ce quartier était organisé pour que les populations puissent vieillir tout en restant ici.* » (Nicole, V.L., juin 2009). En outre, à la question posée aux habitants interrogés : « J'ai entendu parler du fait qu'il s'agissait d'un quartier durable, pensez-vous effectivement qu'il le soit ? », autant de personnes ont directement fait référence à la mixité sociale comme facteur de durabilité, qu'à sa dimension écologique.

Point d'artifices et de gestes architecturaux modernes déployant toutes les techniques écologiques de pointe bien souvent appliquées à l'échelle du bâti. Le caractère durable de ce quartier nécessite une réelle immersion pour en saisir fondements et portée.

A l'inverse, le projet Bo01 assume une conception très différente de l'environnement. Addition d'interventions purement écologiques à l'échelle du bâti pour proposer à l'Europe entière une vitrine d'autonomie énergétique et des nouveaux standards de construction, sans que les populations n'aient de véritable sensibilité environnementale. « *Le projet a développé une approche avant tout écologique. Ainsi à Bo01, nous avons combiné durabilité écologique avec de très fortes ambitions architecturales* » (Eva D., avril 2009).

Si nous nous accordons avec l'idée développée par Laurence Raineau selon laquelle « *l'essence de l'éco-quartier ne se trouve pas dans la (quasi) disparition des besoins en énergie fossile et dans la sobriété énergétique permise par les nouvelles technologies et infrastructures, mais dans une nouvelle façon d' 'être au monde'* » (Raineau : 74, in Dobré et Juan, 2009), nous pouvons néanmoins mettre son affirmation suivante à l'épreuve : « *Un nouveau paradigme énergétique suppose en effet un autre regard sur le monde et une autre forme d'action sur lui. Il affecte les représentations et implique une transformation radicale du rapport à l'énergie, et finalement des habitudes, des comportements et des pratiques.* » (ibid). L'exemple de Bo01 tend à questionner le lien quasi systématiquement fait dans les discours des pouvoirs publics locaux entre développement de techniques écologiques, à l'échelle du quartier, et évolution des représentations, pratiques, usages voire engagements de ses habitants. D'ailleurs, dans le cadre du séminaire « *Habitat bas carbone et éco-quartiers : quelles perspectives pour la ville post-carbone ?* » (op. cit.), Cyria Emelianoff rappelait l'expérience voisine du quartier durable Hammarby Sjöstad à Stockholm qui avait montré les limites des interventions techniques en matière d'énergie, insuffisantes si les populations résidentes ne faisaient évoluer en parallèle leurs pratiques de consommation ; constat à la suite duquel la municipalité a réorienté sa politique en donnant en amont une place plus centrale aux réflexions sur les modes de vie durables.

Comme plusieurs retours d'expériences en matière de Haute Qualité Environnementale (HQE) voire Haute Performance Energétique (HPE) ont pu aussi l'indiquer en France (Charlot Valdieu et Outrequin, 2007), conférer un caractère éco-technique à un bâtiment, à un îlot ou à un quartier n'induit pas, loin s'en faut, de changements mécaniques et tangibles en matières de pratiques, d'usages et de comportements quotidiens des populations. Et les perceptions comme représentations de ce qui fait enjeux dans et pour l'environnement semblent contribuer activement à ce décalage.

4. Conclusion : de la nécessité de faire autrement quartier de vie. Le rôle premier du projet de territoire et de sa gouvernance ?

Les projets de quartiers durables tels que Wilhelmina Gasthuis Terrein demeurent rares et largement ignorés par les retours d'expériences livrés aux débats. Pourtant, ils peuvent être riches d'enseignements pour penser une durabilité urbaine, basée sur un gouvernance territoriale véhiculant une approche plus sociale et phénoménologique de l'environnement. Le cas de Bo01 a montré, à l'inverse, que les pratiques durables ne sauraient être créées par des injonctions strictement descendantes, par le mot d'ordre de la responsabilité de tous, l'allant de soi de la « *conscience écologique* », ou encore la seule utilisation de techniques énergétiques (chauffage urbain par géothermie, énergie éolienne, capteurs solaires, productions de biogaz à partir des déchets organiques, etc.)... même si ces dernières sont d'une indéniable utilité face au dérèglement climatique. Le cas d'Augustenborg montre enfin, en termes de modalités d'enrôlement, qu'une politique de sensibilisation, aussi pertinente soit-elle dans son contenu, ne saurait être efficace, si elle est réalisée très globalement sur une trop courte période. La prise en compte du temps long prônée en théorie par le développement durable ne saurait seulement concerner la durabilité écologique des bâtiments, mais également dans le temps de la mise en culture et la « durabilité » des modes de gouvernances territoriale mis en œuvre.

Bref, entre sensibilité de bon aloi à l'environnement, que tous les sondages d'opinions relayent sans relâche depuis 15 ans, et une conscience revendiquée ponctuée de gestes tangibles en faveur de l'environnement, et de ce qu'ils incarnent de mondes communs peuplés de subjectivités ajustées les unes aux autres (Lolive et Soubeyran, 2007), il demeure souvent un fossé considérable. Sans implication remontante des populations dans les processus de décision, ou même sans se défaire des simples interventions sporadiques et classiques de sensibilisation, n'est-ce pas nier la place pourtant centrale que le développement durable accorde en théorie, dans ses fondements programmatiques (Godard, 2003), aux représentations environnementales et pratiques sociales des lieux, donc aux modes de vie développés ?

Ceci impliquerait la conception même de ce qui fait durabilité urbaine, en interrogeant la pertinence d'une approche écologique rabattue sur les conceptions historiques, techno-centrées de l'action sur la ville (Theys, 2010). Au regard de l'inclinaison techniciste et normative des définitions et portages de projets, ceci interroge au premier chef les conceptions de l'environnement tapies dans l'ombre de tels projets.

La manière dont les populations peuvent adapter voire proposer pratiques, usages et engagements en termes de consommation de biens (alimentaires, électroménagers...), de services (modes de transports doux, énergies renouvelables, etc.), et plus largement en termes de (nouveaux ?) rapports à l'espace découlent en fait de ce qui fait attache, donc du sens octroyé à l'habiter. « *On parle beaucoup de développement durable ; et très souvent on associe cette ambition à une multitude de mesures, de règles et de codes. Je ne prétends pas que ces dernières soient inutiles, mais il me semble que cet attachement à un territoire aimé est un moteur plus puissant pour nous conduire sur cette voie qu'une politique basée sur l'adoption de nouvelles normes* » (Roux, 2002 : 106).

Plus précisément, à l'examen des trois cas d'études, de telles mobilisations et leur concernement impliquent a minima :

- le temps long de l'expérience et de l'appropriation, pour alors éventuellement être portées et revendiquées par les populations elles-mêmes (adhésion) ;

- certains rapports réflexifs à l'égard à l'environnement, et notamment, comme la psychologie de l'environnement l'enseigne (Moser et Weiss, 2003), la perceptibilité rapide des effets des gestes accomplis ;
- ou encore le déploiement pluriel d'engagements individués, qu'il soit affiliés (à quelque structure institutionnelle qu'elle soit) ou affranchis (Ion, 2001).

C'est ainsi que modes de vie, habiter et concernement environnemental questionnent également, pour ne pas dire surtout, par l'engagement, les projets de quartiers durables, leurs conceptions, portages, suivis... bref leur gouvernance, par exemple sous l'angle des conceptions de l'environnement portées cette fois-ci par les référentiels de l'action et processus décisionnels. Il y a là matière à évaluer la performativité du mot d'ordre de développement durable (Tapie Grime, Blatrix, Moquay, 2007). Plus que les innovations techniques fleurissantes, cette dernière appelle en fait à des innovations en termes de gouvernance territoriale, loin de la seule démocratie participative institutionnalisée, de temps court, bien souvent plus exclusive qu'inclusive, particulièrement à l'égard des populations défavorisées. Car si la gouvernance territoriale de projet, comme nous l'avons montré, influe, selon les processus mis en œuvre, sur l'appropriation, l'adhésion, et les engagements singuliers de chacun, elle est aussi pour le moins déterminante du profil socio-économique des populations mobilisées ou non.

Ici, processus décisionnels ascendants et descendants ne sauraient être appréhendés comme simplement opposés et incompatibles. Le projet Wilhelmina Gasthuis Terrein montre qu'il est possible de combiner les deux, tout en assurant une mixité sociale ainsi qu'une adhésion, un regard réflexif à l'égard de l'environnement et le déploiement d'engagements individués de la part des populations. Car, d'autres projets tels que Eva Lanxmeer ou De Kersentuin réalisés également aux Pays-Bas, selon une dynamique avant tout ascendante ont quant à eux révélé certes une adhésion à de nouvelles pratiques, des engagements notables, mais des profils socio-économiques homogènes et ainsi une faible mixité sociale. Ainsi, « *Ces exemples montrent que la mixité sociale n'est pas forcément liée à l'importance de la participation* ». (Bierens de Haan, Schaeffer, 2008 : 36), et que la mise en œuvre de processus de co-construction innovants, de portage et de suivi de projet se doit d'anticiper les risques de sélection des populations concernées. Ceci afin que l'émergence de nouveaux modes de vie, principalement liés à ce jour à l'enrôlement citoyen des populations, ne soit pas réservée à certaines d'entre-elles, à savoir les mêmes que la majorité de celles vivant aujourd'hui dans les quartiers dits durables d'Europe.

Bibliographie

- Abélès M., L. Charles, HP. Jeudy et B. Kalaora (dir.), 2000, L'Environnement en perspective : contextes et représentations de l'environnement, Paris, L'Harmattan, 258 p.
- Akoun A., Ansart P. (sous la dir.), 1999, Le Robert – Dictionnaire de Sociologie, Paris, Le Seuil, 588 p.
- ARENE, 2005, Quartiers durables, guide d'expériences européennes, Paris, 146 p.
- ARENE, 2004, « Comment concevoir des quartiers durables ? Forum de la HQE », in Rencontre, n°6, novembre 2004, 9 p.
- Bacqué M.H., Sintomer Y., 2009, « Les savoirs citoyens dans la question urbaine », in Revue Territoires, n°497, p. 20-23
- Bierens de Haan C., Schaeffer V., 2008, « Pays-Bas : quatre quartiers durables, entre désirs et réalités », in La revue Urbanisme, n°369, Mai-Juin 2008, Paris, p. 34-40.

- Blondiaux L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie – Actualités de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil et La République des Idées, 112 p.
- Brunet P., 2008, « De l'usage raisonné de la notion de « concernement : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire », in *Natures Sciences Sociétés*, Vol 16, n°4, octobre-décembre 2008, p.317-325.
- Charlot-Valdieu C., Outrequin P., 2009, *L'urbanisme durable – Concevoir un écoquartier*, Paris, Le Moniteur, 296 p.
- Charlot-Valdieu C. et Outrequin P., 2007, *Développement durable et renouvellement urbain. Des outils opérationnels pour améliorer la qualité de vie dans nos quartiers*, Paris, L'Harmattan, 296 p.
- Dind J-P., Thomann M., Bonard Y., 2007, « Structures de la ville, quartiers durables et projet urbain : quelles articulations ? », in *Urbia – Les cahiers du développement urbain durable – Eco-quartiers et urbanisme durable*, n°4, Juin 2007, Lausanne, p. 49-80.
- Dobré M., Juan S. (dir.), 2009, *Consommer autrement – La réforme écologique des modes de vie*, Paris, l'Harmattan, 312 p.
- Emelianoff C., Stegassy R., 2010, *Les pionniers de la ville durable : Récits d'acteurs, portraits de villes en Europe*, Ed. Autrement, 294 p.
- Emelianoff C., 2007, « Les quartiers durables en Europe : un tournant urbanistique ? », *Urbia – Les cahiers du développement urbain durable – Eco-quartiers et urbanisme durable*, n°4, Juin, Lausanne, pp. 11-30.
- Faburel G. (coord.), Manola T., Geisler E., Tribout S., 2010, *Les quartiers durables : moyens de saisir la portée opérationnelle et la faisabilité méthodologique du paysage multisensoriel ?*, Rapport Intermédiaire 2, Lab'Urba de l'IUP/IFU et ENSPV, pour le Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement - CNRS, PUCA, novembre, 82 p.
- Faburel G., 2010, « L'environnement comme nouvelle perspective pour les dynamiques et politiques urbaines », in *France des Villes*, Editions Atlande, Collection Clefs Concours (Agrégation de géographie), pp. 112-118.
- Faburel G., 2006, « Développement durable et territorialisation de l'action urbaine en France », in *Ville et Environnement* (Dorier Apprill dir.), SEDES – Armand Collin, p.101-106.
- Flahault F., 2008, *Le crépuscule de Prométhée – Contribution à une histoire de la démesure humaine*, Paris, Mille et une nuits, 300 p.
- Gendron C., Vaillancourt J.G., Claeys-Mekdade C., Rajotte A., 2007, *Environnement et sciences sociales*, Laval, Presses Universitaires Laval, 432 p.
- Godard O., 2003, « Développement durable et principes de légitimité », *Social Science Information*, London, Sage Pub., Vol. 42(3), pp. 375-402.
- Heidegger M., 1958, « Bâtir Habiter Penser » in *Essais et Conférences*, Gallimard, p.170-193.
- Héland L., (Larrue C., dir.), 2008, *Le quartier comme lieu d'émergence, d'expérimentation et d'appropriation du développement durable Analyse à partir des processus d'aménagement de deux quartiers européens: Vauban et Hyldepjældet.*, thèse en Aménagement de l'espace et Urbanisme, Laboratoire CITERES, Université François Rabelais – Tours.
- Illich I., 1973, *Energie et équité*, Mesnil, Editions du Seuil, 57 p.
- Ion J. (dir.), 2001, *L'engagement pluriel*, Saint-Etienne, Collection Sociologie, 220 p.
- Juan S., 1991, *Sociologie des genres de vie – morphologie culturelle et dynamiques des positions sociales*,

- Paris, Presses Universitaires de France, 284 p.
- Laigle L. (dir.), 2009, Vers des villes durables. Les trajectoires de quatre agglomérations européennes, Paris, Collections « Recherches » du PUCA, 278 p.
- La Revue Durable, 2008, « L'écoquartier, brique d'une société durable » in La Revue Durable, n°28, Février-Mars-Avril 2008, Fribourg, pp.15-59.
- Le Digol C., 2007, Dictionnaire de sociologie, Paris, Encyclopedia Universalis et Albin Michel, 916 p.
- Lefèvre P., 2008, Voyage dans l'Europe des villes durables, Paris, Collections « Recherches » du PUCA, 396 p.
- Lolive J. et Soubeyran O. (coord.), 2007, Les cosmopolitiques, entre aménagement et environnement, Paris, La Découverte, 426 p.
- Marquer L., 2010, L'appropriation habitante de l'innovation énergétique en quartier durable, Mémoire d'urbanisme – Master 1 « Urbanisme et Aménagement », Mention « Urbanisme », Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est, 87 p.
- MEEDDM, 2007, Document récapitulatif des tables rondes, Paris, 34 p.
- Moser G., Weiss K., 2003, Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement, Paris, A. Colin, Collection Sociétales, 399 p.
- Paquot, 2007, Petit manifeste pour une écologie existentielle, Paris, Bourin, 120 p.
- PUCA, 2007, Quartiers durables, vous avez dit durables ? – Synthèse contributive, Paris, PUCA, 58 p.
- Raineau L., 2009, « Deux expériences comparées d'écoquartiers » in Consommer autrement – La réforme écologique des modes de vie, in Dobré M., Juan S. (dir.), Paris, l'Harmattan, p. 73-85
- Roux M., 2002, Inventer un nouvel art d'habiter – le ré-enchantement de l'espace, Paris, l'Harmattan, 206 p.
- Souami T., 2009, Ecoquartiers, secrets de fabrication : analyse critique d'exemple européens, Paris, Modes de ville, 207 p.
- Souami T., Belziti D., Dard P., 2006, Construction durable et renouvellement urbain en Europe – Démarches et projets pilotes ; quelles recherches, partenariats et expérimentations pour demain ?, Paris, CSTB, 165 p.
- Stock M., 2004, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », in EspacesTemps.net, Textuel, 18.12.2004
- Tapie-Grime M., Blatrix C., Moquay P., 2007, Développement Durable et Démocratie participative. La dynamique performative durable, Paris, PUCA Recherches, 174 p.
- Theys J., 2010, « Les conceptions de l'environnement », in Ecologies urbaines, Coutard O. et Lévy J-P. (coord.), pp. 16-2
- Theys J., du Tertre Ch. et Rauschemayer F., 2010, *Le développement durable, la seconde étape*, Editions de l'Aube, 205 p.
- Tribout S., 2009, *Quelle durabilité des quartiers durables ? Une mise à l'épreuve par le concernement environnemental des populations et leurs modes de vie et d'habiter*, Mémoire d'urbanisme – Master 2 Recherche « Urbanisme et Territoires », Environnement, paysages et territoires, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est, 114 p.
- Tribout S., Manola T., Castillo Y., Ardila A., Charre S., 2008, « Quartiers durables en Europe. Entre génie de l'environnement et développement urbain durable », *Colloque Echanges franco-brésiliens sur*

- la ville durable*, SENAC – Institut d’Urbanisme de Paris, Sao Paulo, mars, 14 p.
- Urbanisme, 2006, « Dossier Eco-quartiers », n°348, Mai-Juin 2006, Paris, p. 37-71.
- Urbia, 2007, « Ecoquartiers et urbanisme durable », n°4, Juin 2007, Lausanne, 217 p.
- Villalba B. (dir.), 2009, Appropriations du développement durable, Emergences, diffusions, traductions, Editions du Septentrion, Coll. Espaces politiques, 388 p.
- Yenbou M., 2010, Ecoquartiers ou comment gouverner autrement pour un projet urbain citoyen, Mémoire de Master d’Action Publique, ENPC et MEEDDM, 93 p.

Les auteurs

Guillaume Faburel

Maître de conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Guillaume Faburel est chercheur au Lab'Urba (Université Paris Est – Créteil – Val de Marne) et membre du Bureau de recherches Aménités - Aménagement, Environnement et Territoires. Ses travaux portent sur les effets urbains des politiques d'environnement et de développement durable, sur les vécus et inégalités environnementales et sur les conflits d'aménagement. Il a notamment écrit en 2010, « Aménagement et urbanisme durables : l'importance du volontarisme territorial », in *Ville durable et écoquartiers*, Edition Cédis, août, pp. 84-88 ; et publié avec Olivier Chanel, *L'environnement dans la décision publique. Refonder l'évaluation socio-économique pour des politiques de transport plus durables*, Ed. Economica.

Contact mail : faburel@u-pec.fr

Silvère Tribout

Doctorant CIFRE sous la direction de M.H. Bacqué et F. Dufaux (Laboratoire Mosaïques – LAVUE / Agence d'Architecture et d'Urbanisme Patrick Chavannes), sur les quartiers durables et l'évolution des cultures du projet architectural et urbain, Silvère Tribout est diplômé de l'Institut d'Urbanisme de Paris. Il collabore notamment à ce jour à une recherche du Programme Interdisciplinaire Ville et Environnement du CNRS, sur les paysages multisensoriels dans les quartiers durables. Il est l'auteur d'un mémoire de master recherche intitulé *Quelle durabilité des quartiers durables ? Une mise à l'épreuve par le concernement environnemental des populations et leurs modes de vie et d'habiter* (Institut d'Urbanisme de Paris, 2009) ainsi que co-auteur avec Guillaume Faburel en 2011 de « De l'offre technique dans les choix résidentiels ... à l'indifférence vis-à-vis du caractère écologique de leur habitat », in *Ecoquartiers et urbanisme durable*, la Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, n° 981, pp. 92-94, février.

Contact mail : triboutsilvere@gmail.com